

Les résultats des deux élections municipales et européennes, qui viennent de se tenir au premier semestre 2014, marquent le basculement dans une nouvelle séquence politique du quinquennat de François Hollande. Nous sommes entrés dans une période de recompositions politiques intenses. Des équilibres nouveaux vont se construire. La période 2014-2017 peut-être celle de tous les dangers. Elle est pour nous celle où il est impératif d'ouvrir la voie à un nouveau possible. Cela est possible mais à une condition : que s'affirme dans le pays un projet porteur d'espoirs et de mieux vivre pour les travailleurs et leurs familles, pour les jeunes, un projet de sortie de crise solidaire, un projet pour le redressement de la France, un projet de gauche, un projet de société alternatif et crédible face aux logiques de la concurrence capitaliste et au désastre de la politique gouvernementale actuelle.

Nous voilà à nouveau au pied du mur, dans des conditions que les élections de 2014 viennent de redessiner.

Comment relancer notre initiative politique stratégique pour rouvrir, d'ici 2017, une perspective de transformation sociale, politique et démocratique crédible ?

L'heure est à la réflexion, bien entendu, mais elle doit être menée dans l'action car l'heure est surtout à l'initiative politique. À mi-chemin de la période dans laquelle nous entrons, se tiendra notre congrès qui se situera normalement et statutairement au printemps 2016. J'en dirai un mot tout à l'heure.

Mais d'ici là et sans attendre, les communistes ressentent le besoin de faire le point pour être plus efficaces dans la bataille.

**Je vous propose que le Conseil national convoque, pour les 8 et 9 novembre prochains, une Conférence nationale du Parti, à cet effet.**

Nous sommes dans une situation de crise gravissime et inégalée pour trois grandes raisons :

1. La crise capitaliste ne s'atténue pas, elle s'aggrave

Non seulement, la crise structurelle du système capitaliste dans laquelle nous sommes engagés depuis 2008 n'est pas terminée, mais elle n'est pas non plus en voie d'atténuation. Les antagonismes qu'elle génère ne cessent de s'aiguïser

Pour parvenir à maintenir le plus haut niveau de rentabilité du capital pour les actionnaires, les moyens sont clairs :

1. des pressions continues et généralisées sur le coût du travail et le niveau des dépenses sociales ;
2. une guerre exacerbée pour le contrôle des ressources, des marchés, des technologies et des brevets.

Tant que ces logiques hyper-concurrentielles au service de la rentabilité maximum perdurent, aucune accalmie durable de la crise n'est possible. D'autant que les immenses gains de productivité permis par les progrès de la révolution numérique et des nouveaux sauts technologiques et scientifiques, au lieu servir le progrès humain et le partage, sont asservis à ces objectifs et décuplent la pression contre l'emploi.

Tant que les pouvoirs politiques et économiques ne sont pas remis au service d'autres objectifs, pour le développement humain, social et écologique, l'offensive engagée en Europe pour abaisser durablement l'ensemble du niveau des systèmes sociaux ne cessera pas.

Chaque jour, nous le voyons, en France, le chantage patronal pour toujours plus d'exonération pour le capital et toujours moins de salaire est sans fin. Il en est de même pour le laminage des dépenses de protection sociale et de services publics.

De même, nous assistons à une exacerbation chaque jour plus importante des contradictions et des guerres économiques entre puissances capitalistes pour la domination des uns sur les autres. L'offensive contre Alstom ou celle des États-Unis contre BNP-Paribas en sont l'illustration. La plupart des groupes français du CAC 40 sont en ce moment dans le collimateur des appétits capitalistes internationaux, comme on le voit avec PSA ou Sanofi.

La volonté d'imposer le traité de libre-échange transatlantique et ses tribunaux d'arbitrage au-dessus des États relève de la même logique.

Les réponses des forces capitalistes à leur propre crise entraînent de graves déstabilisations de notre société.

Le chômage de masse s'installe à des niveaux records, privant une partie croissante de la jeunesse de tout avenir. La précarité devient la règle dans l'emploi et la vie sociale. L'appauvrissement des services publics comme les reculs de la protection sociale provoquent des ruptures de solidarité qui concernent des pans entiers de la société.

Les richesses créées par le travail, pourtant plus grandes que jamais, sont captées et gâchées par les coûts du capital.

Les intérêts capitalistes menacent d'ailleurs maintenant ouvertement les nations et leurs structures démocratiques.

Dans toute l'Europe, le pouvoir des Parlements est bafoué, les constitutions, comme au Portugal, sont directement mises en cause, des réformes territoriales sont partout exigées pour diminuer les échelons démocratiquement élus et façonner des régions directement impliquées dans les logiques de concurrence, d'attractivité, et de compétitivité.

## 2. Le grave échec de la politique de François Hollande

La deuxième cause d'amplification de la crise est le grave échec de la politique mise en œuvre, depuis deux ans, par François Hollande. Cet échec est économique, social, politique et démocratique. Il avait promis l'inversion de la courbe du chômage, c'est l'inverse.

Le désaveu entre le pays et le pouvoir exécutif est extrêmement profond. Cet échec a une cause : le zèle avec lequel François Hollande a endossé les mauvaises recettes de la baisse du coût du travail et des dépenses publiques, et de la compétitivité à outrance. Non seulement cette politique entraîne l'explosion continue des difficultés sociales et des inégalités là où un pouvoir de gauche est censé les résorber, mais elle affaiblit la France, en offrant des pans entiers de son potentiel aux appétits capitalistes.

### 3. Une crise politique sans précédent

La conséquence de cette situation est l'accélération spectaculaire de la crise politique que connaît notre pays, en réalité depuis plus de 10 ans, singulièrement depuis 2002, date à laquelle Jean-Marie Le Pen s'était qualifié pour le second tour de l'élection présidentielle. La marque la plus spectaculaire de cette défiance est l'installation d'une abstention structurelle, en constante progression sur cette période. L'autre phénomène est un brouillage croissant des repères politiques, notamment des repères gauche-droite, même si la majorité des Français continue de s'identifier sur cet axe des valeurs gauche-droite.

Phénomène de longue période, cette crise politique prend toutefois un tournant nouveau sous l'effet de la transformation des forces politiques.

➔ La première de ces transformations a été engagée dans la droite, à partir de 2007, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy. Les années Sarkozy ont imposé une droite brutale, offensive, radicalisée, convertie sans complexe aux thèses ultra-libérales.

➔ La seconde transformation est celle engagée par le Front national à partir de 2010, avec l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, une nouvelle synthèse a été engagée sur fond de recomposition à droite entre : d'une part les idées racistes, nationalistes et xénophobes de ce courant qui place au cœur de son projet la préférence nationale, et cultive le rejet de l'immigration et de l'islam comme alternative à l'identité nationale et d'autre part la captation des inquiétudes sociales identitaires et culturelles, au service de la dénonciation du système politique et de sa corruption, et finalement, de l'État républicain et de sa devise Liberté-Égalité-Fraternité.

Les élections européennes viennent de montrer combien ce projet politique sur fond de délitement social et d'absence d'espoir à gauche, ou pouvait devenir attractif, efficace et dangereux. Il est évident que le défi qu'il nous adresse est d'une ampleur inédite. Il ne sera pas combattu par l'appel au réflexe républicain, donc on voit bien qu'il est désarmé par l'ampleur de la crise politique. C'est donc à une bataille idéologique et politique de grande ampleur que nous sommes appelés pour déconstruire les prétendues « solutions » du Front national, et son soi-disant visage anti-système.

Il est clair également qu'un travail de terrain, de solidarités concrètes est indispensable au plus près des populations frappées par la crise pour faire vivre au quotidien les valeurs de solidarité, de fraternité de tous les exploités et faire reculer les logiques de décision. Enfin, c'est à reconstruire l'espoir à gauche, l'espoir pour la France, qu'il faut consacrer tous nos efforts.

➔ La troisième recomposition en cours est celle engagée au Parti socialiste par François Hollande. Celle du ralliement de la social-démocratie française à la troisième voie Blair-Schröder. Cette transformation et les conséquences désastreuses qu'elle entraîne, provoque en ce moment une très grave crise au sein du Parti socialiste, dont nous ne vivons pour le moment que les prémices.

Car ce qui est poussé par François Hollande est bel et bien une rupture ressentie comme telle par de très nombreux socialistes. C'est l'idée même de gauche, au sens du camp du progrès social et des valeurs d'égalité, qui est visée.

De ce point de vue, nous voyons bien le danger qui pèse sur la capacité d'identification de la gauche chez des millions de Français. Car comment s'y retrouver quand un Président « de gauche » mène une politique, non plus sociale-démocrate, mais ouvertement de droite ? C'est bien au nom de la gauche qu'abandonne François Hollande, que nous voulons agir et non au nom des deux gauches ou de l'opposition de gauche, comme si une sorte de politique de gauche était aujourd'hui au pouvoir.

*« Pourquoi l'échec du pouvoir socialiste ne profite pas au Front de gauche ? » nous demande-t-on. Justement pour cette raison fondamentale. Il n'y avait aucun automatisme et ceux qui ont cru à des raccourcis, y compris dans le Front de gauche, se trompaient. Rien ne peut nous exonérer de ce travail de construction politique dans la durée. Nous le savions. C'est pour cela que nous l'avons entrepris avec la création du Front de gauche.*

Ce qui est certain, c'est que nous sommes appelés à un immense effort politique de construction d'un projet politique rassembleur, si nous voulons rendre possible l'ouverture d'une perspective de gauche, d'ici 2017.

La première des choses à faire est de dire clairement aux Français, l'alternative à laquelle la France sera confrontée dans les années à venir :

- ou sera choisi le maintien du cap compétitivité, baisse du coût du travail actuel, avec ses variantes politiques, plus ou moins libérales ou plus ou moins nationales-populistes ;
- ou sera ouverte une autre voie, une alternative rompant avec l'austérité, retrouvant le chemin du progrès social et du développement humain, construisant un nouvel modèle solidaire et écologique.

*Je crois que l'appel central de notre Conseil national devrait être le suivant : « Face aux risques d'enlisement gravissime de notre pays dans la crise et le chômage, face aux menaces qui pèsent sur l'avenir de la France et de ses valeurs de solidarité, face aux dangers de réponses de plus en plus rétrogrades, à la montée des peurs et des racismes, un autre avenir pour la France est possible, autour d'un projet de solidarité, d'une alternative sociale de gauche, d'une ambition de redressement naturel dans la solidarité avec les autres peuples du monde.*

*Cette voie, le Président de la République et son gouvernement refusent obstinément de l'emprunter. Pourtant, les forces existent pour soutenir un tel projet mais ils ne les écoutent pas et leur tournent le dos. C'est donc à elles de se rassembler et de construire le nouveau projet de gauche dont la France a besoin, et de travailler à la victoire de ce projet d'ici 2017.*

*Les communistes lancent un appel à toutes celles et tous ceux qui refusent l'impasse et l'injustice de la politique actuellement menée, qui ne veulent ni du retour de la droite, encore moins de l'extrême droite et qui veulent sortir de l'austérité et construire le projet de gauche dont la France a besoin. A toutes et tous, nous disons : « ouvrons le dialogue, le chantier commun de la construction de ce projet ».*

*Nous avons toute l'année pour cela devant nous sans échéances et compétitions électorales.*

*Pour cela, entrons partout en dialogue, en travail, en action sous toutes les formes possibles, dans tout le pays, à tous les niveaux pour dire voilà la politique de gauche, la politique pour la France que nous voulons. Voilà la politique que nous voulons faire gagner en 2017.*

*Voilà dans quelle direction nous voulons que les choix politiques, locaux, nationaux et européens avancent d'ici là. Et décidons d'agir ensemble dans la durée pour atteindre cet objectif.*

*Ce que nous proposons, c'est la construction et la mise en mouvement d'un Front large, d'un Front du peuple, unissant forces populaires sociales et politiques, autour d'un projet qui doit être celui du bien commun et de l'humain d'abord ».*

Cet appel, je vous propose de le porter partout dans le pays, dès cet été, en le faisant vivre dans les luttes, dans de grandes campagnes politiques inscrites dans la durée, dans des initiatives politiques du Parti et du Front de gauche, déterminés à animer la construction de ce front large.

Il s'agirait donc d'ouvrir un processus dans la durée, déjà jusqu'à l'été 2015, qui devrait sans doute être scandé de grands rendez vous nationaux de convergences – Assises ou États généraux – mais dont il est sûrement prématuré de dessiner dès aujourd'hui les contours et les dates au niveau national. En revanche de multiples initiatives peuvent être prises sans attendre à tous les niveaux.

Ce processus, ce n'est pas autour du périmètre de ses protagonistes qu'il doit s'organiser, ni autour d'un quelconque leadership, c'est autour des objectifs communs qui disent la France que nous voulons et les moyens de la construire.

Au fond, c'est cet effort dans lequel nous nous étions engagés avec le Front de gauche. Mais il faut le reprendre avec beaucoup plus d'ampleur, à une toute autre échelle, en nous tournant résolument et sans préalable vers toutes les nouvelles forces disponibles.

Je vais faire quatre propositions pour avancer dans ce sens.

## **1. Première proposition**

Intensifier sans attendre notre activité dans les luttes

➔ Les cheminots mènent en ce moment un mouvement remarquable porteur de l'intérêt national.

➔ Les Intermittents sont eux aussi engagés dans un bras de fer. Nous soutenons leur demande de refus de l'agrément par le gouvernement de l'accord signé avec le Medef. Dans les jours qui viennent, nous devrions prendre des initiatives de soutien visibles dans tout le pays. Là aussi, il convient d'organiser partout le soutien, notamment lors des festivals.

➔ Le combat des salariés d'Alstom : le 18 juin, à l'Assemblée nationale se tiendra une rencontre nationale où sont attendus des salariés de tous les sites de France.

➔ Le débat budgétaire sur le plan Valls de 50 milliards de coupes budgétaires alloués aux cadeaux du pacte de responsabilité débutera le 23 juin à l'Assemblée nationale. Nous irons à cette bataille avec de nombreuses propositions que notre travail de préparation pour des États généraux de la justice fiscale a permis de préciser ces derniers mois

Parallèlement, nous chercherons à converger chaque fois que cela sera possible, avec les propositions des députés « frondeurs » PS, et des écologistes qui résistent pour le moment aux pressions leur demandant de rentrer dans le rang.

➔ Les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juillet débutera au Sénat, le débat sur la nouvelle mouture de la réforme territoriale. La colère est grande. Il faut organiser son expression et relayer la demande renouvelée par Éliane Assassi d'organiser de nouveaux États généraux de la démocratie locale. Nous demandons par ailleurs qu'aucune réforme de cette ampleur ne soit actée sans référendum local et national. L'Anecr vient de tenir une première initiative le 11 juin et en tient une seconde le 27 juin, à Lyon. Nous entrons donc dans une bataille nationale pour toute l'année qui vient.

## **2 – Deuxième proposition : une campagne politique durable pour des axes de transformation sociale.**

Nous avons besoin d'intensifier notre effort de bataille politique et idéologique autour de propositions alternatives. Nous pourrions l'organiser, autour de 5 axes bien identifiables, cette

campagne (matériel, argumentaire et affiches...)

### 1. Libérer l'économie et le travail des coûts du capital.

Cet axe de campagne comporte nos propositions pour reprendre le pouvoir sur les banques, la BCE et le crédit, sur l'utilisation des richesses dans les entreprises ainsi que nos propositions pour des États généraux de la justice fiscale, auxquels il faudra donner suite à la rentrée.

### 2. Contre l'insécurité sociale et la société de concurrence, nous voulons donner la priorité à l'humain et au bien commun

Services publics, protection sociale et solidarité, émancipation humaine et égalité des droits, dignité et respect de tous, appropriation sociale et partagée...

### 3. Reconquérir notre industrie pour la mettre au service de l'emploi, d'un nouveau modèle productif, de la transition écologique

Les batailles pour Alstom, PSA, Sanofi sont emblématiques, comme celles des Pétroplus, Fralib, Arcelor, Arkema, SNCM et tant d'autres. Nos bases industrielles sont toutes en danger. Aucune sortie de crise n'est possible sans les redresser. Là aussi nous voulons changer d'échelle. Les 10 et 11 octobre nous tiendrons une Convention nationale sur l'Industrie.

### 4. Reconstruire la démocratie pour redonner le pouvoir aux citoyens

C'est désormais une question centrale au cœur de la crise sociale et politique du pays. Pour l'heure, des batailles s'engagent sur la réforme territoriale. Il en faut d'autres sur la proportionnelle dans tous les modes de scrutins, notamment législatif, mais aussi pour le respect des droits au Parlement, qui doit retrouver le rôle premier. Ainsi, nous pourrions engager la bataille pour une inversion du calendrier électoral en 2017. Cette bataille, c'est évidemment aussi la bataille cruciale pour la démocratie sociale, pour les droits et pouvoirs des salariés dans les entreprises.

### 5. Amplifier notre bataille pour la refondation de l'Union européenne.

Les résultats des élections européennes ont confirmé dans toute l'Europe la profondeur de la crise politique dans l'Union européenne. Si la droite arrive en tête au Parlement, il y a fort à penser qu'un nouveau consensus PPE-PSE sera négocié par la Présidence de la Commission. Une montée inquiétante de l'extrême droite se confirme, avec des percées spectaculaires dans plusieurs pays « riches » de l'Union européenne. La bonne nouvelle de ces élections, c'est le renforcement de la gauche européenne. La campagne du PGE et la candidature d'Alexis Tsipras ont atteint leur objectif : installer la gauche européenne au rang des acteurs politiques de la scène européenne.

La GUE-NGL compte désormais 52 députés. Ce groupe sera un atout dans nos batailles nationales. Et d'ores et déjà, des perspectives de grandes batailles européennes se dessinent. La Présidence et le Bureau exécutif du PGE réunis le week-end dernier à Bruxelles ont décidé d'amplifier une grande campagne contre le traité transatlantique dans laquelle nous allons prendre toute notre place. Par ailleurs, le PGE a confirmé la décision du Congrès de Madrid de tenir au printemps 2015 un grand forum européen des alternatives. Au nom du PCF, j'ai soumis la proposition que la France accueille ce forum, ce qui a été accepté.

### **3 – Troisième proposition : intensifier notre travail de projet dans la durée en le mettant au centre de toute notre activité avec la société.**

C'est autour d'un projet nouveau pour la France, d'un nouveau projet de société coupant avec les logiques qui nous enferment dans la crise que se construit l'issue politique progressiste recherchée par le pays. Nous nous sommes donné des moyens nouveaux pour ce travail avec la création du

Comité du projet après notre dernier congrès. Le Comité du projet avance, il permet le recensement et la mutualisation de l'important travail de tous nos secteurs. Il a permis la tenue de la Convention Europe et prépare la Convention Industrie.

Le Comité de projet a procédé à un bilan détaillé du travail entrepris et nous estimons qu'il est possible de passer à une autre échelle dans la mise en mouvement des communistes et de la société sur un nouveau projet d'émancipation humaine et sociale.

Nous pourrions retenir plusieurs propositions.

1. Consacrer la matinée du dimanche 9 novembre de notre Conférence nationale à une dizaine d'ateliers thématiques sur le projet, ouverts à tous les communistes qui le souhaitent et à tous ceux qui travaillent dans nos réseaux. Cette matinée permettrait la restitution et l'appropriation de tout le travail déjà existant et impulserait l'élargissement de nos réseaux de travail militant par le recensement de tous les communistes et amis intéressés.

Les conclusions de la Conférence nationale seraient tirées devant l'ensemble des délégués et des participants à ces ateliers. Le Comité du projet aurait la charge d'en publier la liste le plus vite possible, au plus tard début septembre, pour faciliter leur préparation et l'inscription à ces ateliers.

Le Comité du projet travaille par ailleurs à la rédaction d'un premier texte synthétique donnant à voir l'état de notre pensée sur notre projet, ce que j'avais appelé au congrès notre « communisme de nouvelle génération ».

2. Dans la foulée de la conférence nationale et jusqu'à l'été 2015, nous pourrions tenir dans le pays une série d'initiatives marquantes en présence du secrétaire national, une sorte de tour de France, pour donner à voir le travail qui est le nôtre et en débattre avec la société, sur le thème : « quel projet pour la France ? Les communistes à votre rencontre ».
3. Dans le cadre de cette tournée, nous tiendrons courant 2015 une grande rencontre intellectuelle sur le communisme nouvelle génération, ou comment penser le dépassement du capitalisme dans les conditions du XXI<sup>e</sup> siècle.
4. Nous poursuivrons notre travail de conventions après celle sur l'Industrie sur la base d'un programme que le Comité du projet affinera durant l'été.
5. Enfin, tout ce travail déboucherait sur une convention nationale du projet que nous tiendrons à la veille de notre prochain congrès, au printemps 2016.

#### **4- Quatrième proposition : déployer avec une audace nouvelle notre travail de rassemblement et de construction politique.**

Des changements sont nécessaires dans la mise en œuvre de notre stratégie de rassemblement pour deux raisons :

1. devant l'échec et le désaveu de la politique de François Hollande, une situation et des possibilités nouvelles sont en train d'émerger.

Notre appel doit viser les forces disponibles sans préalable ni sectarisme, des forces vives de la gauche à toutes les forces vives du pays.

Notre point de repère est simple : nous voulons remettre en mouvement et au travail toutes les forces qui veulent reconstruire une autre voie que la fuite en avant dans l'austérité prônée par François Hollande et Manuel Valls. La gauche a besoin de retrouver le peuple et le peuple a besoin de retrouver sa gauche. Mais la question taraude des millions de Français : que faire ? Et comment faire ? Cette interrogation est maintenant celle de la grande masse du peuple de gauche. Le moment est venu de leur lancer un appel au travail comme pour construire une issue nouvelle. Faute de cela, le scénario catastrophe rêvé par la droite et le FN adviendra. Des forces disponibles considérables se libèrent. À nous d'être à la hauteur.

Il nous faut de l'audace au plan national, mais aussi et d'abord au plan local. Partout, dans tout le pays, sur tous les sujets, nous devrions appeler à ce dialogue et à cette construction commune. C'est un processus qui doit se déployer et s'enraciner dans tout le pays, dont nous avons besoin. Libérons partout notre capacité d'initiative à partir des luttes nécessaires, comme dans la construction des propositions et objectifs communs.

J'ai participé à la première réunion publique du Club des socialistes affligés, créé par l'économiste socialiste Liem Hoang Ngoc et par Philippe Mailière. Je participe, ce soir, à une table ronde organisée par les principaux dirigeants des courants de gauche du PS. Nous dialoguons depuis des mois avec le courant « Maintenant la Gauche ». Au Parlement, nos groupes sont aujourd'hui en dialogue avec les « frondeurs ».

De la même manière, nous venons de répondre positivement à l'offre de travail commun que nous a adressée EELV sur trois questions : les salaires et l'emploi, la transition écologique et la démocratie.

Nous avons rencontré le MRC et allons poursuivre dans cette voie avec tous ceux qui le souhaitent.

Nous avons également entrepris des rencontres avec les organisations syndicales. Après la FSU, nous verront bientôt la CFDT et la CGT. Ainsi qu'avec le mouvement associatif, nous rencontrons notamment, lundi le collectif intitulé : « Liberté, Égalité, Solidarité » qui s'est récemment constitué avec de nombreuses associations qui comptent dans le pays.

Dans la foulée du 12 avril, s'est également mis en route un travail prometteur associant les personnalités politiques, syndicales et associatives qui s'étaient rassemblées dans cette journée dont nous avons pris l'initiative avec le Front de gauche. Le 21 juin, une journée de travail largement ouverte de ce collectif rebaptisé « alternative à l'austérité » se tient à Paris. Nous sommes pleinement impliqués avec la volonté de construire la réussite de cette démarche dans la durée.

2. Nous avons à tirer un bilan de la mise en œuvre du Front de gauche pour changer ce qui a fait obstacle à son plein déploiement dans la dernière période.

C'est pour déployer cet immense travail de rassemblement que nous avons créé le Front de gauche. C'est un atout précieux. Il doit être relancé pour devenir la force d'animation de ce travail de rassemblement et un lieu d'investissement citoyen crucial.

Nous voulons travailler à sa poursuite, à sa relance en apportant les changements nécessaires. L'acquis du Front de gauche, même entamé par les tensions de la dernière période, demeure.

À notre invitation, une réunion plénière des organisations du Front de gauche s'est tenue le lundi 2 juin et une autre est prévue le 16 juin.

Des constats communs sont partagés. Des débats stratégiques se poursuivent mais évoluent dans le sens de notre propre appel au rassemblement. La nécessité de bannir les pratiques d'étroitesse ou



d'anathèmes très mal vécues par beaucoup de communistes est absolument nécessaire.

Un débat a également lieu sur la meilleure manière de favoriser et de relancer en grand l'engagement citoyen dans le Front de gauche pour dépasser le cartel d'organisations politiques. Nous savons que la dimension locale est cruciale pour cela. La relance des assemblées citoyennes adossée au travail de luttes et de projet est indispensable. Dans le même esprit, une demande forte existe, compte tenu de la situation politique, venant de toutes les personnalités qui avaient investi le Front de gauche lors de la présidentielle d'être à nouveau associées à une relance du Front de gauche.

Nous proposerons lundi, que se tienne, à cet effet début septembre une grande réunion d'un Conseil national élargi du Front de gauche associant toutes les personnalités qui y participaient, toutes celles qui animent le Front des luttes et les fronts thématiques, et toutes celles qui seraient intéressés à la relance du Front de gauche.

Cette initiative se substituerait à la tenue des estivales du Front de gauche, et permettrait une relance forte et visible du Front de gauche dès la rentrée.

Voilà chers camarades, les axes qui pourraient structurer notre relance politique pour faire face à la situation.

Je veux encore ajouter un mot sur deux questions.

Notre pays connaîtra, je l'ai dit, des élections sénatoriales en septembre. Nous y accordons toute l'importance, nécessaire car notre bataille dans les institutions élues reste une dimension indispensable de notre combat pour la conquête et la démocratisation des pouvoirs politiques.

Il faut d'ailleurs se féliciter que nous ayons maintenu - souvent envers et contre tout, compte tenu du désastre de la politique gouvernementale et malgré des tentatives de repli auxquelles certains nous poussaient dans le Front de gauche - un niveau remarquable d'élus municipaux. C'est un atout précieux pour les batailles qui s'annoncent.

Nous avons par ailleurs déjà en ligne de mire les échéances politiques majeures de 2017. Nous aurons à ce propos des décisions à prendre lors de notre Congrès au printemps 2016, si les calendriers ne se bousculent pas d'ici là. Ces décisions seraient aujourd'hui prématurées mais il est certain en revanche que le travail d'implication sur un projet de gauche pour la France est la meilleure des préparations à cette échéance.

D'ici là, nous ne sommes pas certains du calendrier électoral. Vous le savez, le gouvernement soumettra cet été un projet de loi qui fixerait à l'automne 2015 la tenue des élections régionales dans un nouveau périmètre et des élections départementales, avec le mode de scrutin marginalisé par binôme à parité, à une date commune.

Il est évident que ces élections seront profondément marquées du débat politique national comme des implications de la réforme territoriale. Nos batailles politiques nous y préparent d'ores et déjà. Nous déciderons à la rentrée de notre calendrier et notre démarche de préparation de ces échéances, en fonction des décisions parlementaires.

Je rappelle également que nous devons accorder beaucoup d'attention aux élections partielles qui vont se tenir. Elles sont toujours des moments de cristallisation politique pleins d'enseignement. Le secteur élections et la direction du parti sont prêts à être à vos côtés dans chacune de ces batailles.

Enfin, il convient de poursuivre jusqu'à la fin de cette année le travail d'analyse des élections municipales pour en tirer toutes les leçons et prendre toutes les décisions nécessaires de mise en action en fonction de ces résultats. Cela est vrai là où nous l'avons emporté comme là où nous avons perdu et où nous devons travailler dès maintenant à la reconquête.

Mes derniers mots concerneront l'important travail de transformation et de dynamisation du Parti que nous avons décidé dans nos congrès.

Toute la dernière période comme tous les défis que je viens d'énoncer soulignent l'enjeu crucial du développement du Parti communiste français.

Sans cette force militante organisée sur tout le territoire, où en seraient aujourd'hui, après les deux élections vécues, les capacités de reconstruction de la gauche française ?

Nous devons veiller à son développement et à son renforcement comme à la prunelle de nos yeux. Il y a beaucoup d'éléments d'encouragement et du même coup beaucoup de travail, à porter à la vie et à l'organisation de notre parti.

Notre parti qui stabilise son nombre d'adhérents à 130 000 depuis 2005, dont aujourd'hui 42 % de femmes, connaît un très profond renouvellement.

Nous avons réalisé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, 48 000 adhésions et le nombre de jeunes de moins de 30 ans atteint désormais 9 % des effectifs contre 6 % en 2005. Un nombre grandissant de ces adhésions est réalisé sur internet.

Tout cela implique un énorme effort de formation, de structuration, d'aide au débat politique et au partage d'expériences. Ce doit être une priorité de notre direction et la tenue de notre Conférence nationale doit permettre le temps du débat et de l'analyse politique nécessaire avec le maximum d'adhérents. Notre Université d'été des Karellis reste un moment privilégié pour cela, dont nous devons veiller désormais à la préparation minutieuse.

Voilà, cher-e-s camarades tout ce qui nous attend. Une fois de plus, cela fait beaucoup de responsabilités, mais c'est exaltant.

Je vous remercie.